

La précarité, source de principaux maux que connaissent les institutions de la RDC depuis la présidence jusqu'à l'échelon le plus bas de l'appareil de l'Etat.

Comment sortir la RDC de la pauvreté ?

Par Rama NGAMIA

Introduction

Malgré ses multiples ressources, malgré sa population, à majorité jeune, d'environ 80 millions d'habitants, la RDC reste parmi les pays les plus pauvres dans le monde. Dans toutes ses villes, ses villages, la misère est bien présente. Aucun des besoins de base (eau, électricité, nourriture,...) n'est, à ce jour, couvert de manière satisfaisante. A chaque fois qu'une classification mondiale est établie, que ce soit en matière de pauvreté, de corruption ou de climat des affaires, la RDC fait toujours partie de mauvais élèves.

Chaque année, des jeunes diplômés arrivent sur un marché d'emploi quasi-inexistant. Les travailleurs sont mal payés, leur salaire ne leur permet pas de mener une vie décente. Certains accumulent des arriérés de salaire de plusieurs mois. Quant aux personnes retraitées ou en voie de l'être, leur situation n'est guère rassurante, vu qu'aucune pension intéressante n'est garantie. Par contre, pendant ce temps, les avoirs des mandataires publics, sans raisons aucunes, ne cessent d'augmenter.

- Comment peut-on expliquer ce dilemme ?
- Quelles solutions proposer en vue de transformer ce pays continent et permettre à sa population d'accéder à plus de prospérité ?

Telles sont les questions auxquelles cette réflexion va essayer de répondre.

La précarité, source de tous ces problèmes

Lorsqu'on parle de la RDC, il est difficile de passer sous silence tous ces maux qui rongent la société congolaise et, plus particulièrement, l'appareil de l'Etat à tous les niveaux. Nous pouvons citer :

- la corruption. Elle s'est érigée en mode normal de fonctionnement,
- le détournement. Tous les jours, des milliers de dollars, qui devraient permettre à l'Etat de jouer son rôle, disparaissent en toute impunité. Quand bien même, certains faits sont dénoncés, souvent les instances juridiques,

pour des raisons inexplicables, ne se sentent pas concernées pour ouvrir une enquête,

- le tribalisme. Cette gangrène sociale qui crée des dépendances entre des personnes de la même tribu, de la même ethnie et enlève à l'individu la liberté de ses propres choix, la liberté de choisir la personne qui convient le mieux,
- le clientélisme. Encore une tare qui se nourrit des réalités d'un environnement mal organisé, sans objectif précis, sans délais de réalisation de ceux-ci et sans procédure d'évaluation, etc.

La situation est tellement dramatique, l'environnement des affaires tellement chaotique qu'aucun investisseur sérieux n'ose s'aventurer dans ce pays.

A tous les échelons de l'Etat, tout le monde ou presque est concerné par ce grave problème. Chaque mandataire public, chaque fonctionnaire, à quelques exceptions près, n'hésite pas à abuser de sa position, soit pour arrondir les difficiles fins des mois, soit pour se constituer une réserve en prévision des moments plus difficiles.

Comment peut-on expliquer tous ces comportements déviants qui plombent l'essor de ce pays et l'empêchent de prendre son envol et ce malgré ses multiples richesses ?

A notre point de vue et comme nous allons le démontrer plus loin, la réponse à cette question tient en un mot : la **précarité**.

Dans la suite de cette réflexion, après avoir défini la **précarité**, nous présenterons comment elle se traduit au sein de la société congolaise ainsi que les nombreux problèmes qu'elle engendre et enfin, nous démontrerons que loin d'être une fatalité, elle est un problème comme tant d'autres et pour lequel il existe des solutions.

Qu'est-ce que la précarité?

D'après le dictionnaire Larousse, la **précarité** est « le caractère de ce qui est précaire ».

Quant à **précaire**, toujours d'après Larousse, c'est « qui n'offre nulle garantie de durée, de stabilité, qui peut toujours être remis en cause ou qui est d'une sécurité douteuse ». Ainsi, pourrait-on, par exemple, parler d'un emploi précaire, d'une santé précaire, d'un abri précaire, etc.

Pour reprendre en des termes plus concrets cette définition, on pourrait également définir la **précarité** comme toutes ces situations dans lesquelles on se trouve et qui ne garantissent pas de se nourrir lorsqu'on a faim, de se soigner lorsqu'on est malade, de disposer d'un toit, d'élever dignement ses enfants, de se sentir protégé à tout instant, de réclamer justice quand on s'estime lésé comme, par exemple, quand

on perd son emploi pour avoir refusé d'obtempérer à un ordre illégal ou pour avoir blessé l'ego de son responsable hiérarchique, etc.

Très souvent, on a constaté que lorsqu'il est confronté aux problèmes évoqués ci-dessous, l'être humain développe des mécanismes de survie. Ceux-ci se traduisent, souvent, par un réflexe de repli sur soi au mépris de valeurs morales et au détriment d'actions réfléchies pour un bonheur collectif. C'est par exemple le cas, lorsqu'il se replie sur sa fratrie, sa tribu accordant aux membres de celle-ci des privilèges indus. Ou aussi, lorsqu'il bascule dans la corruption, le détournement des deniers publics, etc avec toutes les conséquences dommageables à l'intérêt général comme on peut le concevoir.

- Qu'en est-il du Congolais ?
- Est-il concerné par la **précarité**, vit-il dans l'instabilité, dans l'insécurité, dans la peur du lendemain ?
- Son comportement déviant que l'on constate dans diverses circonstances pourrait-il s'expliquer par la **précarité** ou est-il simplement inhérent à sa nature ou à sa culture ?

D'ores et déjà, en se référant aux traditions congolaises telles qu'elles sont vécues dans différents villages et en observant le congolais évoluant dans d'autres environnements dits « normaux », on peut affirmer que ce comportement n'a rien à voir ni avec sa culture, ni avec sa nature.

Seule la précarité pourrait, en grande partie, justifier cette déviance.

Par ailleurs, malgré son étendue et le ravage que cette **précarité** produit au sein de la société congolaise, il est vrai qu'elle n'est pas du tout une fatalité. Elle reste, plutôt, un phénomène conjoncturel qui peut être résorbé par une prise de conscience collective des conséquences néfastes qu'elle induit sur le développement du pays, d'une part, et sur celui du citoyen, d'autre part. Cette prise de conscience devrait, par la suite, être suivie des décisions et des actions responsables acceptées et entretenues, en permanence, par tous.

Comment la précarité se traduit-elle au sein de la société congolaise ?

Tout citoyen congolais, par l'absence d'un Etat fort, c.à.d. Un Etat organisé, juste, au dessus de tous et conscient de sa mission régaliennne, est concerné par la précarité. De quelle manière ?

Un état faible ne saurait garantir ni la prospérité, ni la justice, ni la sécurité de ses citoyens. En outre, il ne saurait pas, non plus, gérer leur quotidien, ni préparer leur avenir. Telle est, malheureusement et comme le démontrent de nombreux faits, la réalité de l'Etat congolais actuellement.

Paradoxalement, on pourrait croire que cette **précarité** concerne uniquement les personnes démunies. Loin de là, elle est partout même si elle se manifeste sous de formes différentes.

En effet, aux plus bas niveaux, elle s'exprime de manière plus directe sous forme de cette peur constante de ne pas être en mesure de satisfaire les besoins primaires : se nourrir, se soigner, etc.

Mais aux plus hauts niveaux, elle s'exprime de manière indirecte mais avec, in fine, des conséquences qui restent aussi cette peur de ne pas être à l'abri des besoins de base. Ainsi, les personnes qui sont plus haut placées entretiennent la peur de perdre leur poste, un mandat, de perdre la confiance d'un supérieur, d'une autorité morale ou de perdre l'autorité vis-à-vis de leurs subalternes. Il est déjà arrivé de voir des ministres, des fonctionnaires limogés, parfois pour des raisons farfelues ou des montages grotesques, sombrer et se retrouver, en peu de temps, dans la même situation que celle d'un citoyen ordinaire. Tout est décidé, sans aucune possibilité de recours, par celui qui détient le pouvoir, comme il n'y a aucun cadre juridique pour se protéger contre des abus.

Quelques manifestations de la précarité

- Dans le monde politique

Les mandats politiques constituent le domaine d'activité qui paient le mieux dans la société congolaise, accordent des privilèges aussi bien licites qu'illicites que l'on ne trouve nulle part ailleurs.

Raison pour laquelle tout le monde veut faire la politique.

Cela explique aussi ce phénomène typiquement congolais où des mandataires, malgré que depuis longtemps il soit au terme de leurs mandats, multiplient les stratagèmes pour rester malgré tout en fonction. En effet, que peuvent-ils faire d'autre qui paie autant qu'un mandat politique, que vont-ils devenir dans un pays où les alternatives de reconversion ne sont pas si nombreuses ?

Nous sommes-nous déjà demandé ce que devient un Président Congolais, une fois son mandat terminé ?

Dans quelles conditions matérielles, morales l'Etat le place-t-il afin qu'il puisse mener son mandat normalement, sans devoir s'inquiéter de son présent ni de son avenir ? Quelles garanties l'Etat lui donne-t-il afin qu'il puisse continuer sa vie normalement, une fois son mandat terminé ?

De même un Ministre, un Député, un Sénateur, un Gouverneur de province, etc que deviennent-ils également en fin de mandat ?

Que répondraient-ils si on leur demandait pourquoi tiennent-ils tant à rester au pouvoir ?

- Pour achever leur projet ? La réponse est certainement non, puisqu'ils n'ont pas pu le faire pendant leur mandat.
- Pourquoi faire alors ? Pour profiter de ces statuts, comme dans l'environnement congolais, entreprendre et réussir en dehors de la politique n'est pas toujours évident.
- Mais aussi, malheureusement, parce que beaucoup se sont compromis pendant l'exercice de leur mandat à tel point qu'ils n'ont aucune garantie de ne pas être poursuivis un jour pour rendre compte.
- Dans le monde de l'enseignement

Les professeurs d'université, les enseignants constituent cette catégorie de personnes où le monde politique vient recruter des collaborateurs. Pour beaucoup d'entre eux, en attendant ce jour merveilleux où leur vie basculera comme celle de ce collègue qui vient d'être nommé à tel ou tel poste, comment s'organiser afin de continuer, malgré tout, à vivre dignement avec un salaire insignifiant ?

Beaucoup se rabattent sur leurs étudiants : ce sont les étudiants qui paieront. Les professeurs marchanderont les points. Et si cela ne suffisait pas, ils vendront le syllabus et ne passeront les examens qu'à ceux qui en auront achetés. Et pas d'état d'âme, les études deviennent du business. Et comme on a souvent tendance à le dire, le business reste le business.

Les diplômés congolais qui, hier, étaient bien considérés, aujourd'hui ne le sont plus. Les bons diplômés sont noyés parmi tant d'autres achetés qui ternissent la valeur de l'ensemble.

- Dans le monde judiciaire

Les juges, les magistrats ne rendent pas justice mais ils la vendent.

Vous pouvez beau crier avoir le droit avec vous, ce n'est pas cela qui leur importe. Que vous ayez raison ou pas, cela ne change rien pour eux, qu'ils rendent justice ou pas, cela leur est égal. Le plus important, c'est la somme qu'ils auront tiré du plus offrant.

Personne ne se tracasse de leur minable salaire et ne se soucie pas du danger que cette situation représente. C'est comme si on se disait que "*Celui qui travaille au restaurant, mange au restaurant.*" Et celui qui n'aurait pas encore compris, tant pis pour lui.

Toute réflexion faite, une justice faible, malléable n'arrange-t-elle pas finalement celui qui a les moyens de payer ou celui qui a le pouvoir ?

Les avocats, quant à eux, la situation n'est guère mieux. Beaucoup jouent presque aux charlatans avec leurs clients. La vie est dure pour tout le monde et tous les moyens sont bons pour soutirer le maximum qu'on peut de la personne venue réclamer justice ou plus souvent se soustraire à la justice.

- Dans le monde sécuritaire

Les militaires, les policiers profitent de leur statut, de leur tenue, de leur arme pour le jour harceler les pauvres citoyens et la nuit, certains se transforment en brigands, enfoncent les portes de maison et emportent tout ce qu'ils peuvent emporter.

Que risquent-ils en fin de compte ? Pourquoi doivent-ils se comporter en parent irresponsable, accepter que leur progéniture meure de faim dans un environnement où chacun profite de sa situation pour pouvoir sans sortir ? Allez demander le salaire d'un policier ou d'un militaire et vous comprendrez le danger que cela représente de lui fournir une arme.

- Les autres fonctionnaires de l'Etat

Les receveurs des impôts s'arrangent, moyennant rétribution, avec les redevables pour ramener à la baisse les impôts dus à l'Etat. La différence disparaît dans leur poche.

Personne ne semble s'étonner qu'un simple agent avec un faible revenu arrive à mener le même train de vie que son directeur et à construire des maisons dans tout Kinshasa!

C'est incroyable un tel laxisme dans un pays qui se plaint de ne pas disposer de moyens afin de financer ses élections et clame sans gêne espérer la participation de partenaires étrangers!

Par quelle magie, voudriez-vous qu'un chef de famille qui touche, juste à peine pour acheter un sac de riz, ne se laisse pas tenter par la corruption, le détournement ou d'autres maux qui minent le bon fonctionnement de ce pays ?

Les fonctionnaires d'urbanisme délivrent le permis de bâtir pour tout, du moment où on a pensé à leur enveloppe, et mettent ainsi en danger la vie des citoyens.

On a vu des maisons construites au dessus des câbles électriques, des canalisations d'eau, des endroits non conformes ou réservés. On se demanderait par quel miracle le permis de bâtir a été obtenu. Le miracle, c'est de nouveau des enveloppes qui sont passées d'une main à une autre. Et lorsque le problème est mis en évidence, aucune sanction n'est prise.

Souvent, le sanctionnateur, lui aussi, dans la **précarité** en profite pour avoir sa part du gâteau et l'affaire en reste là.

Parfois, la même parcelle est vendue à deux, trois, quatre personnes en même temps. La justice se saisira de l'affaire, les magistrats prendront de l'argent de tout le monde pour, enfin, prononcer un verdict qui ne reflétera pas nécessairement la justice. Et pendant, ce temps, le fonctionnaire reste en poste et poursuit son business.

Tous les jours, plus d'un se plaint de toutes ces dérives qu'on subit lorsqu'on se trouve devant un magistrat qui lit le droit en faveur du plus offrant, un policier qui constate des infractions farfelues si pas irréalistes, un militaire qui détourne son arme devant ce citoyen qu'il est censé protéger ou un agent de douane qui laisse

passer des aliments avariés pour avoir encaissé quelques dollars. Les exemples sont multiples.

Il manque vraiment une volonté manifeste de tous de renforcer l'autorité de l'Etat. Chaque fois qu'un problème se pose, ce sont des hurra qui fusent de partout comme on sait que cela sera l'occasion de s'en mettre plein les poches. Tant pis pour la collectivité, l'hygiène, la sécurité, etc.

A la commune, les cartes d'identité sont délivrées à n'importe qui, idem pour les cartes d'électeurs. Aux affaires étrangères, ce sont les visas qui sont trafiqués. Et lorsque des pays plus sérieux vérifient par deux fois avant de nous laisser entrer sur leur territoire, on crie au scandale. On ne se donne pas le temps d'approfondir, de comprendre ce qui a dysfonctionné et d'apporter des correctifs. Quelques jours après, la même situation se reproduit et dans la même indifférence de notre part.

Les médecins n'échappent pas non plus à cette dérive. L'argent est omniprésent. Si vous voulez qu'un acte médical pour lequel vous avez déjà payé soit effectué correctement, vous devez glisser une enveloppe. Aucun ordre d'arrivée n'est respecté. Vous avez les moyens, vous passez le premier alors que vous êtes le dernier arrivé. Vous devez être hospitalisé, vous glissez un billet pour que l'on vous trouve un lit avant les dix malades arrivés bien avant toi. Tout le monde se résigne et le mal continue.

En conclusion, les mandataires, les fonctionnaires, les hauts gradés de l'armée, au départ sensés représenter l'Etat et préserver ses richesses, sont devenus ses premiers prédateurs. Ils sont présents dans tout ce qui peut générer l'argent :

- le trafic de matières premières, des documents administratifs,
- les trafics d'influence de toute sorte comme l'attribution des marchés publics aux plus offrants,
- la protections d'opérateurs économiques, des fraudeurs moyennant paiement pour les soustraire de leur devoir vis-à-vis de l'Etat,
- la lecture biaisée des textes de lois au risque de compromettre la bonne marche de l'Etat.

Tous ces problèmes sont tellement désespérants, démotivants que les gens ne s'en indignent plus. Ils se résignent, vivent avec, au point que cela en devienne presque normal. On en arrive à considérer comme anormal et à traiter presque d'idiot celui qui s'en offusque, celui qui n'en profite pas. On remet le changement à demain en fermant les yeux sur toutes les conséquences que cela entraîne à tous les niveaux de la vie du Congolais et à tous les problèmes que l'on va léguer à la postérité.

Malgré tout, force est de constater que le dénominateur commun à tous ces problèmes reste **la précarité**. C'est donc sous l'angle de celle-ci que les réflexions devraient être engagées afin de trouver des pistes qui rassurent tout le monde et met tous les représentants de l'Etat réellement au service de celui-ci. C'est vraiment un

travail de réconciliation du Congolais avec lui-même qui le mènera, à l'instar de ce malade à qui on a coupé une main gangrenée pour recouvrir la santé, à tourner la page à toutes ces dérives afin de bâtir un Congo nouveau.

Malgré qu'il existe d'autres alternatives plus violentes au travers desquelles des personnes profondément compromises devraient rendre compte, cette réflexion sur la lutte contre la **précarité** reste néanmoins pertinente.

Enfin, il reste à souligner que si l'initiative est prise, dès maintenant, par la classe politique actuelle, cela éviterait à ce pays, qui a tant souffert et d'ailleurs continue à l'être, à allumer d'autres foyers de violence. Sans oublier que plus on laisse traîner les choses, plus la précarité s'accroît et la possibilité d'alternatives moins violentes s'éloigne.

Le mode de propagation de la précarité et ses conséquences

La précarité, conséquence d'un manque de garantie sur les aspects essentiels de la vie, se propage de manière différente selon le niveau social que l'on considère.

- En effet, au plus haut niveau et niveau intermédiaire, elle s'appuie, pour faire son lit au sein de la société, sur la compromission.

Les personnes, porteuses d'espoir, qui se démarquent à un moment donné sont attirées dans différentes situations, non pas pour tirer le meilleur d'elles mais plus pour les compromettre et annoncer par la suite que finalement elles ne sont pas si différentes des autres déjà compromises. On vit souvent pareille situation lors d'attribution de mandats publics.

Celles qui résistent sont brisées par différents stratagèmes. Et la manœuvre continue. Il en découle, ainsi, un vaste réseau de compromission qui se développe chaque jour, accentue la précarité et désespère tout espoir de se comporter différemment.

- Au niveau le plus bas, les conditions difficiles, les salaires bas, les incertitudes permanentes imposent la précarité aux citoyens ordinaires.

Les conséquences de la précarité

- Sur le plan individuel
 - Déshumanisation de la personne. Tout se résume en fonction du gain même si la collectivité est mise en danger.
 - Dépendance de la personne vis-à-vis d'autres. Des liens d'intérêt se créent entre individus et réduisent leur espace de liberté tout en accentuant leur fragilité.

- Perte des repères. On ne sait plus ce qui est bon de ce qui ne l'est pas. Tout s'entremêle avec en toile de fond ce désir primaire de survivre à tout prix.
- Nivellement par le bas. Tout se vend, tout s'achète et la qualité n'est pas souvent au rendez-vous. C'est le cas, par exemple, des diplômes, des postes, des promotions, etc
- Sur le plan social
 - Désintégration de la société. La société n'est plus derrière un projet commun. Chacun lutte pour se frayer un chemin, peu importe le nombre de cadavres sur lequel il marche.
 - Démotivation généralisée. Beaucoup d'opportunistes, les plus méritants ne sont pas là où ils devraient se trouver.
 - Paupérisation de la société. Par appât de gains, les richesses du pays sont bradées, détournées et l'Etat n'a plus aucun moyen pour assurer sa mission.
 - Renforcement de la dépendance entre individus avec ses multiples corollaires comme le tribalisme, le clientélisme.
- Sur le plan national
 - Corruption endémique. Tout se monnaie sans aucune gêne. Les documents administratifs, les signatures, les autorisations, etc.
 - Appauvrissement, fragilisation de l'état
 - Démission de l'état face à ses missions régaliennes
 - Insécurité permanente
 - Injustice
 - Accentuation du sous-développement
 - Désintéressement des investisseurs sérieux
- Sur le plan international
 - Décrédibilisation de l'Etat. Cela se voit dans les différents indices de développement mais aussi, dans différentes déclarations des partenaires extérieurs, par rapport à bon nombre de nos décisions
 - Prédation des richesses nationales
 - Dépendance vis-à-vis des institutions internationales

Que faire pour combattre la précarité ?

Il est difficile pour l'Etat de fonctionner normalement si elle ne dispose pas d'une classe dirigeante responsable, une administration efficace et une population à l'abri de besoins de base. Comment arrivera-t-on à remplir les caisses de l'Etat et à lui permettre ainsi de remplir sa fonction régalienne si tous ses animateurs sont dans la **précarité** ?

Pour être plus terre à terre, voici la question à laquelle il faudra répondre : qu'est ce que l'on pourrait mettre comme environnement pour que demain, tous les fonctionnaires de l'Etat puissent faire leur travail sans verser dans le détournement, la corruption, le tribalisme etc ? De surcroît, dans un contexte budgétaire fort défavorable à toute initiative.

En effet, on se rappellera que le budget de l'Etat congolais estimé à la fin du gouvernement Matata était, d'environ, 4,5 milliards d'Euro. Très insuffisant pour un pays continent de 2.345.000 km² et 80 millions d'habitants. Et d'ailleurs, on s'étonne de la prise de risque, de la part de son géniteur, de vouloir défendre un tel budget qui s'apparente plus à une déclaration de faillite de l'Etat.

De deux choses l'une,

- soit il n'a pas compris les enjeux et les potentialités de ce pays, ce qui serait étonnant au vu de son parcours,
- soit il a été incapable, pour des raisons pas nécessairement inhérentes à sa personne, d'organiser l'appareil de l'Etat afin de générer davantage de recettes. Nous sommes plus enclins à considérer cette deuxième hypothèse.

Le budget d'un pays, comme le Congo ne devrait pas s'estimer à 4, 10, 20, 50 milliards de dollars mais à bien plus. Même la prise en charge complète des élections qui se profilent à la fin de cette année, et qui revient de manière récurrente, ne devrait pas poser de problème et nous tourner constamment en bourrique vis-à-vis d'autres partenaires.

Nous vous invitons à lire notre article sur les potentialités de l'Etat congolais pour vous en faire une idée et initier le débat autour de cette question.

Mais alors, comment amener l'Etat à rassembler tous les moyens nécessaires dont il a besoin pour relever ce pays, pour amener la prospérité à sa population dans un environnement où la **précarité** règne en maître et où chacun de ses représentants, tous les niveaux confondus, guettent le moindre dollar et s'en approprie avant qu'il n'arrive dans sa caisse ?

Une des pistes de solutions pour briser le cycle de la précarité

Plusieurs fois, depuis l'accession de ce pays à l'indépendance, il nous est arrivé de nous entre-déchirer pour le respect de la constitution, pour les fins de mandat, pour la constitution des gouvernements, etc. Des concertations, des négociations ont été organisées, des gouvernements ont été formés mais à chaque fois, on a l'amère impression de faire du sur place, de n'avoir résolu aucun problème. Certes, il arrive que certains se trouvent rassurés au terme de ces négociations mais, très vite, le

problème de fond réapparaît et les mêmes angoisses, concernant l'avenir, refont surface.

Brisons ce cycle improductif. La classe politique doit innover, doit réagir, doit se mettre d'accord afin d'assainir l'appareil de l'Etat et éloigner la précarité de l'ensemble de citoyens, en général, et des fonctionnaires de l'Etat, en particulier.

Elle doit créer un environnement motivant au sein duquel chacun s'épanouit et fait, de manière sereine et responsable, le travail que l'on attend de lui. S'il se montre à la hauteur, il en est, suivant des règles transparentes, récompensé. En suivant la même logique, s'il n'est pas à la hauteur, il est écarté et s'il s'est compromis, il est sanctionné.

De quelle manière ?

Comment procéder pour constituer une administration efficace ?

Voici la procédure que nous préconisons :

Désigner des experts neutres, nationaux ou étrangers, multidisciplinaires, munis d'une expérience éprouvée, qui auront pour missions :

1. étudier, de manière impersonnelle, transparente, le coût de vie du congolais dans son ensemble afin de proposer pour chaque mandataire de l'Etat, pour chaque fonctionnaire (administratif, magistrat, policier, militaire):
 1. un salaire convenable,
 2. un plan de carrière motivant,
 3. une retraite intéressante

afin qu'il fasse son travail en toute loyauté et dignité.

Si on se réfère à l'époque du Roi Léopold II et ensuite à l'époque du Congo Belge, le Congo était administré ainsi.

Tous les problèmes que nous traînons actuellement de constitution de fichiers électoraux, de cartes d'identité attribuées à de non congolais, des décès et de naissances non répertoriés n'existaient pas. C'est un travail administratif de tout instant, parmi tant d'autres, qui a été mené avec efficacité et ce, avec des moyens de communications beaucoup moins développées que ce dont on dispose actuellement.

2. Cette étude, comme souligné plus haut, devrait se faire sans tabou et devrait concerner tout citoyen congolais. Il part du Président de la République jusqu'à l'échelon le plus bas. Il n'existe aucun inconvénient qu'un président congolais jouisse de mêmes avantages que son homologue français, américain ou autre et que son statut soit, de manière claire, entouré des

garanties nécessaires afin de lui permettre de se concentrer sur la direction du pays et de partir en fin de mandat sans aucune incertitude sur son avenir.

Concernant le Président actuel, on a, par exemple, entendu certains dire : «Il y a la vie après la présidence». Quelle vie, pour quelles garanties ? Et qui donne ces garanties ?

A d'autres niveaux, il n'existe pas, non plus, d'inconvénient que tout fonctionnaire puisse disposer des moyens suffisants pour entretenir sa famille, s'acheter une maison, se payer une voiture comme toute autre personne. Elle doit également avoir des garanties de garder son travail, d'évoluer dans son travail et de continuer à mener une vie digne lorsqu'elle sera retraitée.

3. Les devoirs, les obligations doivent être établis de manière claire afin que chacun se sente sécurisé et à l'abri des abus de certaines autorités indécrites ou de certains imprévus.
4. Saisir l'occasion qu'offre une telle étude de projeter l'assainissement de l'appareil de l'Etat. Pour ce, les questions suivantes devraient être abordées :
 1. fixer le nombre de postes à chaque niveau,
 2. pour chaque poste, définir le profil des fonctionnaires, le niveau de diplôme requis, les cadres et les conditions de travail, les formations continues, les évaluations, etc.
 3. pour chaque poste, déterminer les critères de recrutement.

Ce travail d'experts devrait se faire dans l'état d'esprit suivant :

- les mandataires, les fonctionnaires sont au service de l'Etat,
- ils seront mis dans les conditions morales, intellectuelles, matérielles afin de bien remplir leur mission,
- les missions qui leur sont dévolues ont comme essence de rassembler tous les moyens nécessaires dont l'Etat a besoin afin faire face à ses obligations,

On se souviendra que l'Etat est devenu, depuis des décennies, ce lieu refuge contre **la précarité** où l'on vient caser tous les membres de sa famille alors que le nombre du personnel prévu est dépassé depuis longtemps.

De nouveau, en croyant, avec ce type de comportement, avoir résolu partiellement la **précarité**, on la renforce plutôt. Comment ?

- D'abord, toutes ces nouvelles recrues ne seront jamais payées décemment et se débrouilleront par d'autres moyens comme la corruption et le détournement.
- Ensuite, vu le nombre pléthorique, elles sont conscientes que tôt ou tard, le ménage sera fait.

Tous ces points viennent alimenter encore leur incertitude, leur **précarité** avec toutes les conséquences néfastes qu'elle suscite sur le fonctionnement de l'administration.

Conséquences de cette lutte contre la précarité

Le rôle de l'Etat, ce n'est pas seulement de prélever des taxes, de remplir ses missions régaliennes (police, défense, justice) ou d'aménager le territoire national, etc. Mais, c'est aussi de

- distribuer des richesses c.à.d permettre au plus démuné de vivre aussi décemment, gage d'une paix sociale durable, d'un sentiment d'appartenance à une nation, d'un comportement citoyen plus responsable,
- permettre à d'autres acteurs de contribuer à la vie de l'Etat, en toute indépendance et dignité, c'est le cas de partis politiques, de la société civile sous ses diverses formes comme les confessions religieuses, les associations, etc.

Pour rappel, lors des négociations du Centre Interdiocésain, on a eu besoin de tous ces partenaires. On relève, d'ailleurs, que L'Eglise Catholique a été désignée pour jouer le rôle de médiateur. Choix qui se justifie par le fait que, par rapport aux autres confessions, elle est moins exposée à la **précarité**, moins malléable et, de ce fait, inspire plus confiance.

Les conséquences de la lutte contre la précarité sont nombreuses, nous pouvons citer :

- La réinstauration de l'autorité de l'Etat : des administratifs, des policiers, des magistrats, des mandataires, munis d'un profil déterminé, qui font leur travail avec tout le sérieux et professionnalisme attendu.
- La création des richesses : plus il existe des congolais capables de consommer, plus le marché intérieur devient intéressant, attractif pour divers investisseurs. Cela, à court terme, induit la création d'emploi et donc de nouvelles richesses.
- La baisse des incivilités. De par son niveau de vie correct, la population a plus accès à différentes informations, différentes instructions qui lui permettent de vivre en citoyen responsable dans le respect de l'espace public.
- Développement, sécurisation du pays et renforcement de son indépendance et du sentiment national
- Regain de crédibilité vis-à-vis des autres pays, des banques et respect des accords et conventions internationaux.
- Certains thèmes, comme les élections, deviennent un processus routinier. Cela induit une baisse des dépenses publiques et des tensions inutiles et renforcent la cohésion nationale.
- La réorientation du paysage et des enjeux politiques.

Le cadre de base étant bien défini, à savoir :

- donner à l'Etat les moyens de sa politique,
- lui permettre de jouer son rôle de garantir à tous un meilleur espace de vie et une meilleure redistribution de richesses.

Le rôle de politique sera finalement :

- de trouver et de veiller constamment à un meilleur équilibre entre ce qui doit être ou rester public et ce qui doit être géré par le privé. C'est par exemple, des questions de ce type :
 - Les assurances doivent-elles être gérées par le public ou le privé ? Si par les deux, en quelle proportion ?
 - Quelles entreprises de l'Etat privatiser ? Quel secteur nationaliser ? Etc.
- mais aussi de jouer à l'arbitre pour une juste répartition de richesses entre l'entrepreneuriat et le travailleur, comme répondre à la question suivante :
 - Quelle imposition pour les personnes, pour les entreprises ?
 - Quels avantages fiscaux, quelles facilités octroyer aux entreprises pour les encourager à investir en RDC ? Etc.